

PROMPTITUDE D'E-GOUVERNEMENT DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCI

INTRODUCTION

Aujourd'hui nous vivons dans une ère de vitesse due au progrès technologique, en particulier dans des matériels de la technologie de l'information et de la communication (TIC), qui a un impact profond sur chaque processus dans le secteur public et privé. Cet impact a été senti même dans les régions géographiques les plus éloignées du monde dû à l'utilisation répandue des matériels de la TIC. Ces technologies sont adoptées par les gouvernements pour transformer l'ordre public, les processus et les fonctions pour mieux servir les besoins de leurs citoyens.

L'infrastructure saine, la technologie améliorée du Web, et le capital humain qualifié ont permis aux gouvernements pour atteindre des niveaux élevés des services publics en ligne (c.-à-d. services d'E-Gouvernement). Cependant, pour que les gouvernements maintiennent une croissance soutenable de l'utilisation des services d'E-Gouvernement avec les niveaux élevés de satisfaction de leurs citoyens, il est impératif qu'ils consolident tous les services publics sous un système intégré d'E-Gouvernement. Le système disponible intégré de d'E-Gouvernement au tour de l'horloge sûrement attachera des agences, des processus et des systèmes ensemble d'une manière plus efficace et plus rapide.

LA PERFORMANCE DE LA PROMPTITUDE D'E-GOUVERNEMENT DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCI

Cette section présente une vue d'ensemble des Pays Membres de l'OCI dans la promptitude d'e-gouvernement qui est mesurée en prenant en compte l'index de promptitude d'e-gouvernement. L'index de promptitude d'e-gouvernement est un index composé comportant 3 sous-indices ; l'Indice de Mesure de Web, l'Indice d'Infrastructure de Télécommunication et l'Indice de Capital Humain. Suivant les indications du schéma 1, la promptitude moyenne d'e-gouvernement de l'OCI est 0.34 de 2007. Elle est au-dessous de la moyenne du monde de 0.45 au cours de la même année. Elle est également moins que les moyennes d'autres régions, excepté la moyenne d'Afrique.

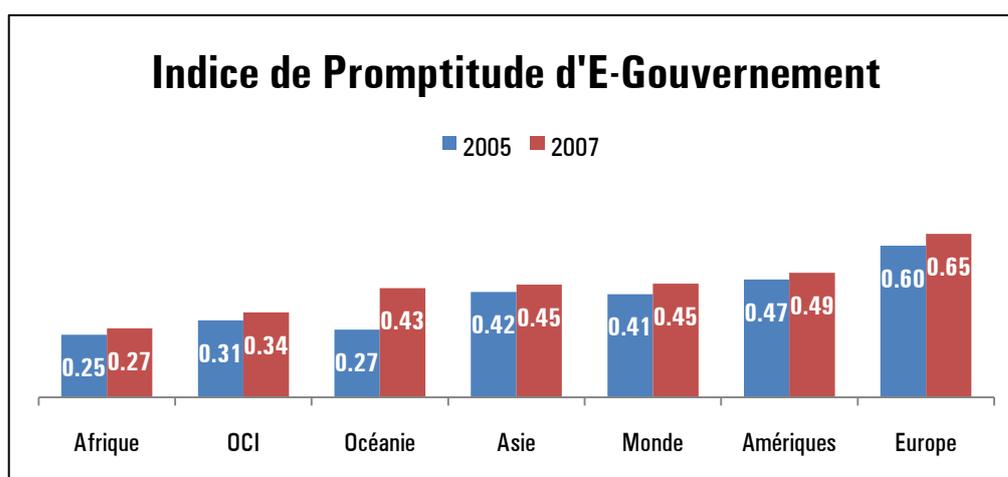


Schéma 1 : Indice de Promptitude d'E-Gouvernement, par le Groupement Régional, 2005 contre 2007

Le Schéma 2 montre les 10 Pays Membres principaux de l'OCI classifiés par les points d'Index de Promptitude d'E-gouvernement en 2005 et 2007. Excepté le Liban et la Turquie, tous les Pays

Membres de l'OCI dans la liste des 10 premiers pays ont amélioré leurs positions dans la période 2005-2007. L'Égypte est le seul pays dans les 10 premiers pays pour augmenter 20 positions de son classement de 2005. L'Égypte semble avoir déployé des efforts énormes en développant son programme d'e-gouvernement dans la période dite. Au cours de la même période, La Jordanie et le Koweït ont montré une performance peu semblable avec celle de l'Égypte. Cependant, le même groupe de pays doit toujours augmenter leurs efforts pour atteindre le niveau des Émirats Arabes Unis, qui a marqué 0.63 dans l'Index de classement global de la promptitude d'e-gouvernement. Cependant, même quand le pays principal dans l'OCI dans l'index d'e-promptitude, les Émirats Arabes Unis se classe Trente-deuxième dans l'index de classement global de promptitude d'e-gouvernement.

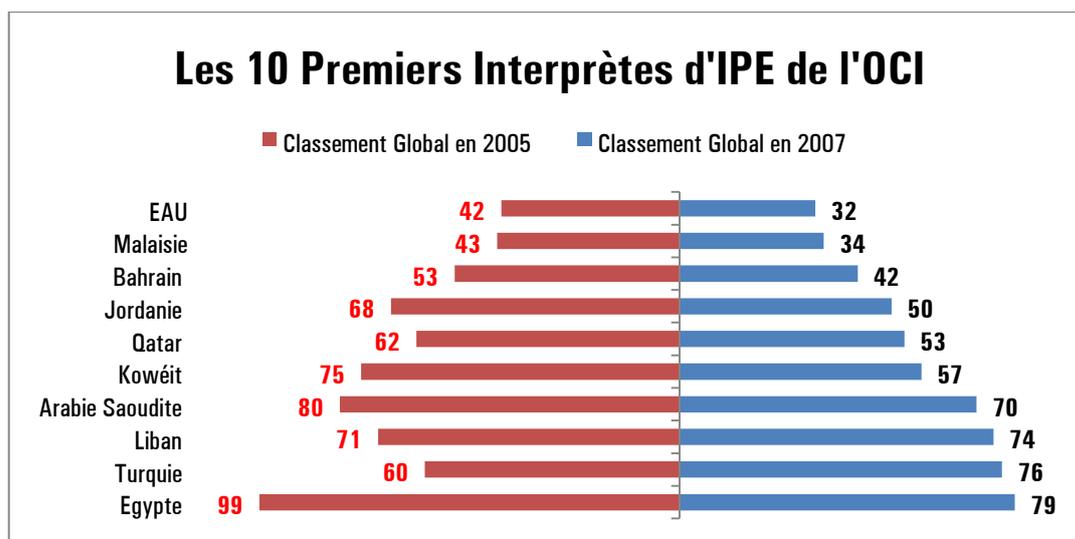


Schéma 2 : Les 10 Premiers Pays Membres de l'OCI, par des classements d'IPE, 2005 contre 2007

La réalisation des classements élevés dans l'Index de Promptitude d'E-gouvernement exige un large réseau fort, les taux de pénétration élevés du marché de moyens de communication et d'applications mobiles, les ressources humaines bien formées et l'administration consolidée de la dispersion mais des applications jointes d'E-Gouvernement. Les points faibles qui sont faits face dans le respect de ces conditions causent les anomalies entre les régions.

En 2007, la différence dans les points de la Suède (0.92), la meilleure performance de pays dans l'Index de Promptitude d'E-gouvernement, et les Émirats Arabes Unis (0.63) est approximativement 0.29 point. Ceci prouve que même les Pays Membres de l'OCI en performance en ce qui concerne l'Index de Promptitude d'E-gouvernement doivent prendre des mesures additionnelles en augmentant leurs services et processus d'E-Gouvernement.

Le Schéma 3 exhibe les Pays Membres de l'OCI en termes de leur changement de classement d'Index de Promptitude d'E-gouvernement de 2005 à 2007. Les 55 Pays Membres de l'OCI pour lesquels les données sont disponibles, seulement 22 sont parvenus à déplacer vers le haut leurs positions de 2005 à 2007. En 2007, par opposition à d'autres régions, dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) et Asie du Sud (AS), les Pays Membres de l'OCI en performance forte semblent être plus en nombre que les pays de faible performance. 11 sur 18 Pays Membres de l'OCI dans le MENA et 3 sur 4 Pays Membres de l'OCI dans les régions de SA sont parvenus à déplacer vers le haut leurs classements de l'année 2005 à l'année 2007. Tous les Pays Membres en Amérique Latine et les Caraïbes (ALC), 16 sur 20 dans l'Afrique Subsaharienne (ASS), 5 sur 8 en Europe et en Asie Centrale (EAC) et 2 sur 3 dans l'Asie de l'Est et le Pacifique (AEP) ont descendu en année 2007 une fois comparés à leurs classements de l'année-2005.

Nombre de Bons/Pauvres Interprètes d'IPE de l'OCI

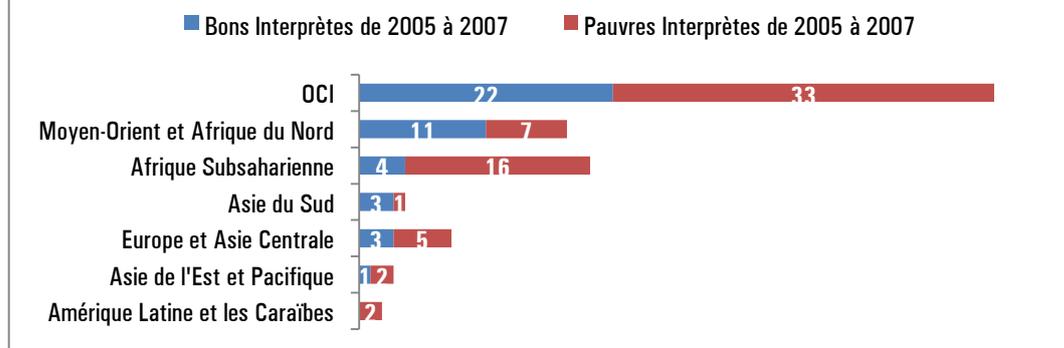


Schéma 3 : Le Nombre de Bons/Pauvres Interprètes d'IPE de l'OCI, Par le Changement du Classement de 2005-2007

INDICE DE MESURE DE WEB

L'Indice de Mesure de Web analyse comment les gouvernements fournissent des politiques, des demandes et des outils d'E-Gouvernement pour répondre aux besoins croissants de leurs citoyens pour plus d'e-information, d'e-services et d'e-outils. Il mesure la présence en ligne des sites Web nationaux, avec ceux des ministères de la Santé, l'éducation, le bien-être, le travail et les finances du pays¹. L'Indice de Mesure de Web considère un modèle de cinq-étape², qui se base sur les niveaux précédents de la complexité de la présence en ligne d'un gouvernement. La présence en ligne principale est la page d'accueil portique ou officielle nationale du gouvernement. Les autres emplacements en ligne de présence pour des ministères/départements de santé, d'éducation, du bien être social, du travail et des finances, ont été également pris en compte. Si les gouvernements peuvent répondre aux points de seuil pour le développement d'infrastructure, la livraison de contenu, la re-machination d'affaires, la gestion des données, la gestion de sécurité et de client, ils se relèvent d'une étape à l'autre dans le modèle. Ainsi, l'Indice de Mesure de Web montre la capacité et la capacité de gouvernements pour fournir des services en ligne à leurs citoyens. Le Schéma 4 montre que la moyenne d'Indice de Mesure de Web de l'OCI a légèrement augmenté de 0.20 en 2005 à 0.24 en 2007 qui précise qu'il est survenu en tant que plus de Pays Membres de l'OCI investis dans le développement d'infrastructure, les portails citoyen-amicaux, les programmes d'application temps réel et l'intégration du bureau³ arrière. L'OCI a en général réalisé le saut le plus élevé de valeur d'Indice de 2005 à 2007 une fois comparé à d'autres régions à une augmentation de 0.04 point. Excepté les moyennes du monde, de l'Europe et de l'Océanie ; toutes les autres régions sont parvenues à augmenter leurs valeurs d'Indice de Mesure de Web de 2005 à 2007.

¹ voir "UN e-Government Survey 2008", p 43.

² Stage I – Emerging, Stage II – Enhanced, Stage III – Interactive, Stage IV – Transactional, Stage V – Connected

³ Les fonctions de bureau arrière sont définies en tant que ces secteurs qui soutiennent la ligne de front de la livraison des services. Voir "UN e-Government Survey 2008", p 126.

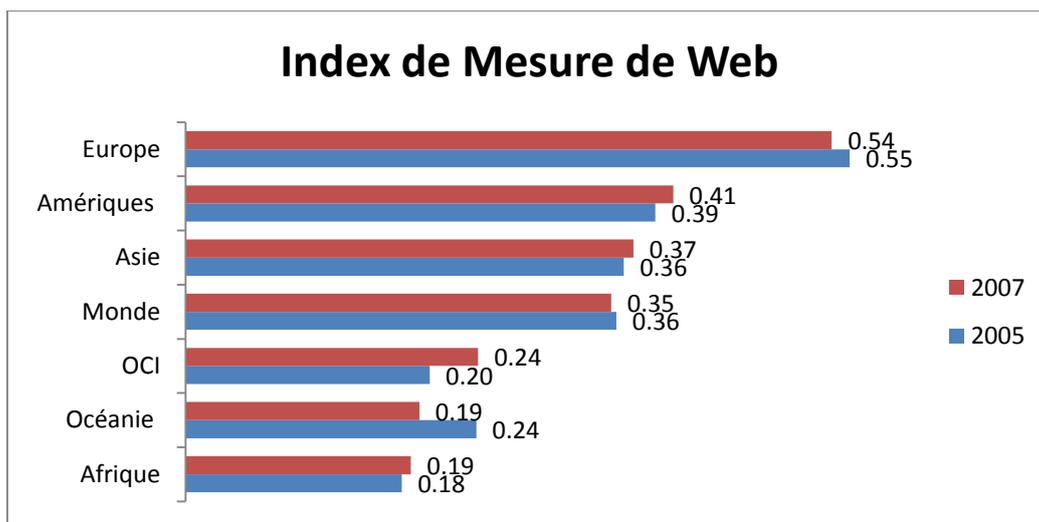


Schéma 4 : Indice de Mesure de Web, par le Groupement Régional, 2005 contre 2007

Le Schéma 5 montre les 10 Pays Membres principaux de l'OCI classifiés par l'Index de Mesure de Web avec les Émirats Arabes Unis menant l'Index suivi de la Malaisie. Les Émirats Arabes Unis et la Malaisie ont la plupart du temps monté en raison de la force de trois de leurs sites Web des ministères, à savoir : le Bien Être Social, le Travail et les Finances⁴. Avec 7 pays dans la liste des 10 premiers pays, le MENA est la région principale dans l'Index de Mesure de Web. La Malaisie, le Pakistan et la Turquie appartiennent aux régions de l'EAP, l'AS et l'EAC, respectivement. Aucun des Pays Membres de l'OCI dans les régions d'ALC et d'ASS n'est parvenu à obtenir dans le classement des 10 premiers pays d'Index de Mesure de Web. Excepté le Pakistan et la Turquie, les autres Pays Membres de l'OCI dans la liste de 10 premiers pays d'Index de Mesure de Web ont amélioré leurs positions de l'année 2005. Parmi ceux qui ont amélioré leurs positions en 2007, l'Oman retire l'attention comme il a relevé 76 positions de son classement de 2005. Parmi ceux qui ont amélioré leurs positions en 2007, l'Oman retire l'attention comme il a relevé 76 positions de son grade en 2005. En 2007, la moyenne de l'OCI dans l'Index Global de Mesure de Web d'e-gouvernement est ci-dessous de celle de la moyenne mondiale par 0.11 point. D'une part, au cours de la même année, quand les points du Danemark, le pays de meilleure performance dans l'Index de Mesure de Web, et de celle des Émirats Arabes Unis sont comparés les uns avec les autres, leur différence d'Index est approximativement 0.28 point. Au niveau national, ceci indique qu'il y a pièce pour que plus de Pays Membres de l'OCI réalisent une meilleure performance dans l'Index de Mesure de Web.

⁴ UNPAN (2008), "UN e-Government Survey 2008", p. 44, UN, New York.

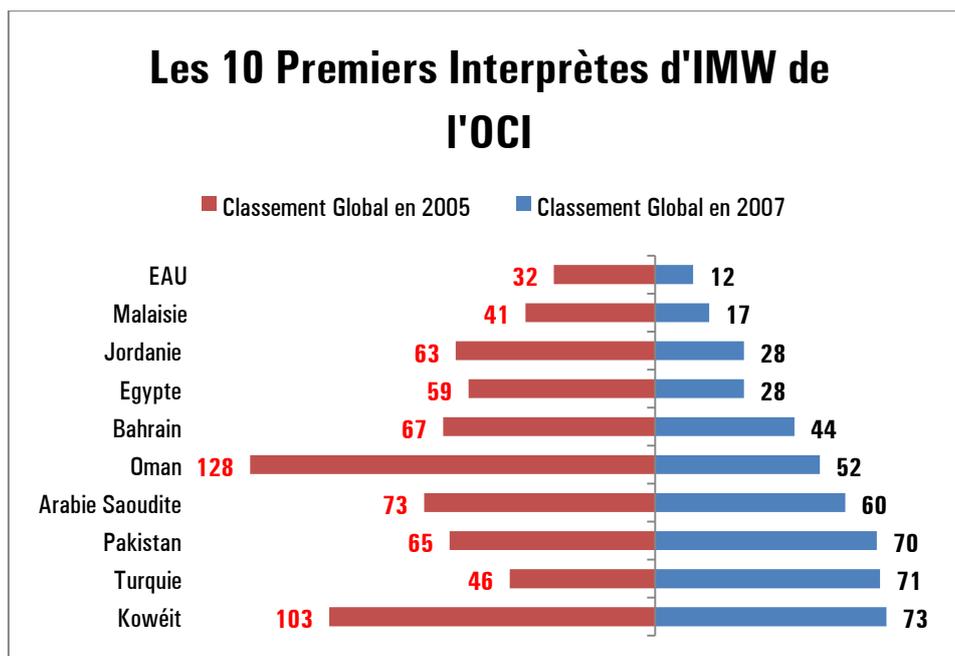


Schéma 5 : Les 10 Premiers Pays Membres de l'OCI, par des Classements d'IMW, 2005 contre 2007

Le Schéma 6 présente le nombre de Pays Membres de l'OCI en termes de leur changement de classement d'Indice de Mesure de Web de 2005 à 2007. 22 sur 56 Pays Membres de l'OCI avec des données disponibles ont déplacé leurs positions vers le haut de 2005 à 2007. Les autres 34 Pays Membres ont eu une performance dégradée. Excepté le MENA, toutes les régions ont eu plus de pays avec des positions basses mobiles selon le classement de la liste 2007. 10 sur 18 Pays Membres de l'OCI dans le MENA ont déplacé leurs classements de l'année 2005 vers le haut au cours de l'année 2007. Tous les Pays Membres dans l'ALC, 15 sur 21 des Pays Membres de l'OCI en ASS, 5 sur 8 des Pays Membres de l'OCI à l'PEAC, 2 sur 3 des Pays Membres de l'OCI dans l'EAP, et la moitié de l'OCI des Pays Membres en AS ont faiblement performé au cours de l'année 2007 une fois comparés à leurs classements de l'année 2005. En 2007, presque un tiers des Pays Membres de performance faible de l'OCI était de la région de l'Afrique Subsaharienne.

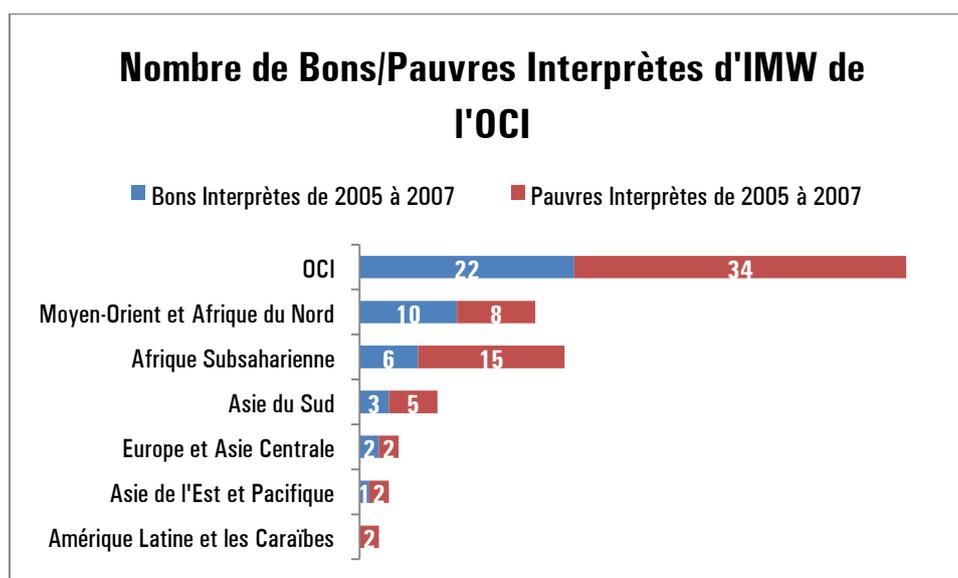


Schéma 6 : Le Nombre de Bons/Pauvres Interprètes d'Indice de Mesure de Web de l'OCI, Par le Changement du Classement de 2005-2007

Les emplacements de gouvernement permettent aux gouvernements de fournir à leurs citoyens les services qu'ils ont besoin. Une autre étape dans ce processus serait de consolider des services gouvernementaux séparés sous un portail simple. Beaucoup de pays, y compris les Pays Membres de l'OCI, ont la difficulté en atteignant de points élevés dans les index d'infrastructure de mesure et de télécommunication de Web qui les empêche pour réaliser l'e-transformation. Ainsi, les pays qui surpasseront leur repère dans l'Indice de Mesure de Web seront en meilleure position pour fournir des services du dernier cri à ses citoyens dans l'e-gouvernement.

Ces dernières années l'humanité a été témoin de l'amélioration significative de la croissance et de l'adoption des outils des TIC. Ceci a mené à une augmentation du nombre de lignes téléphoniques, PCs, les abonnés cellulaires que tous ont eu un impact considérable dans la croissance de l'Internet. Selon les données d'UIT⁵, entre 1991 et 2003 les lignes téléphoniques ont doublées et la disponibilité des PCs s'est développée cinq fois autant. Au cours des 12 dernières années, les abonnés cellulaires ont augmenté par 83 fois tandis que l'augmentation des internautes globaux était des 151 périodes battantes à plat de couture. Au cours des dernières années, il y avait de croissance exceptionnelle de l'utilisation de l'Internet parmi toutes les régions du monde et particulièrement des régions en développement. L'Indice d'Infrastructure de Télécommunication (IIT) a été crée comme mesure composée des PCs, des internautes, des lignes téléphoniques, des abonnés cellulaires et de la bande large par 100 les rapportant à la capacité de l'infrastructure d'un pays comme ils se rapportent à la prestation des services d'E-Gouvernement et assigne à chacun variable un poids de 20%⁶.

À mesure qu'avec la même tendance dans l'Indice de Mesure de Web, la moyenne d'Indice d'Infrastructure de Télécommunication de l'OCI a légèrement augmenté de 0.07 en 2005 à 0.10 en 2007 (Schéma 7). En dépit de l'OCI en tant que groupe a montré l'amélioration dans la même période dans l'index d'infrastructure de télécommunications, leur moyenne toujours derrière celle du monde par 0.11 point. Seulement les moyennes de l'Europe et des Amériques ont surpassé la moyenne du monde.

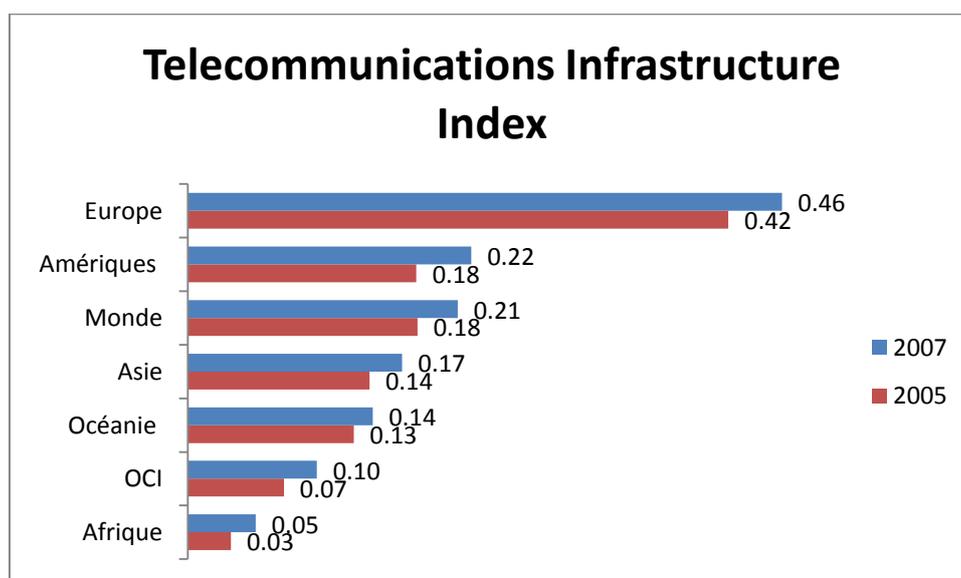


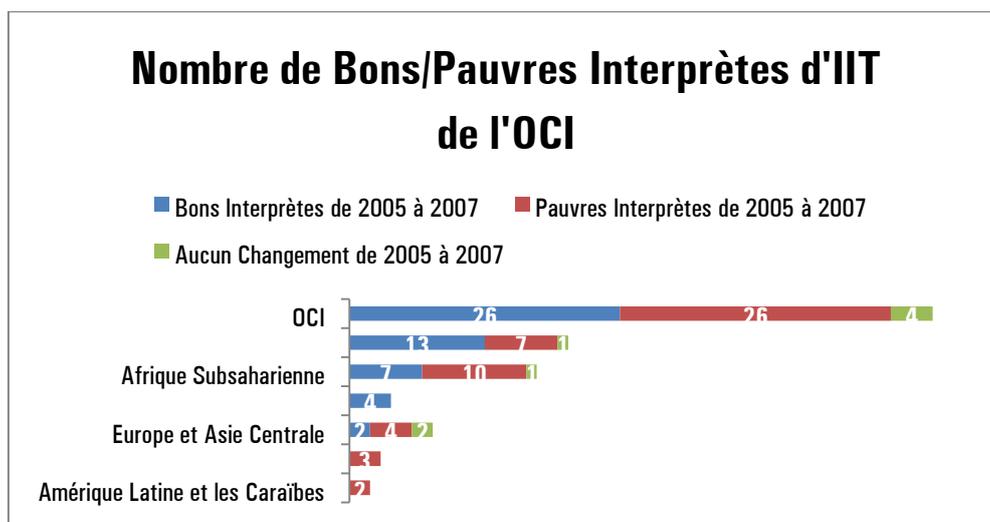
Schéma 7 : Indice d'Infrastructure de Télécommunication, par le Groupement Régional, 2005 contre 2007

⁵ ITU Indicateurs de Télécommunication du Monde, 2003 Schémas Projetées.

⁶ voir "UN e-Government Survey 2008", p 219.

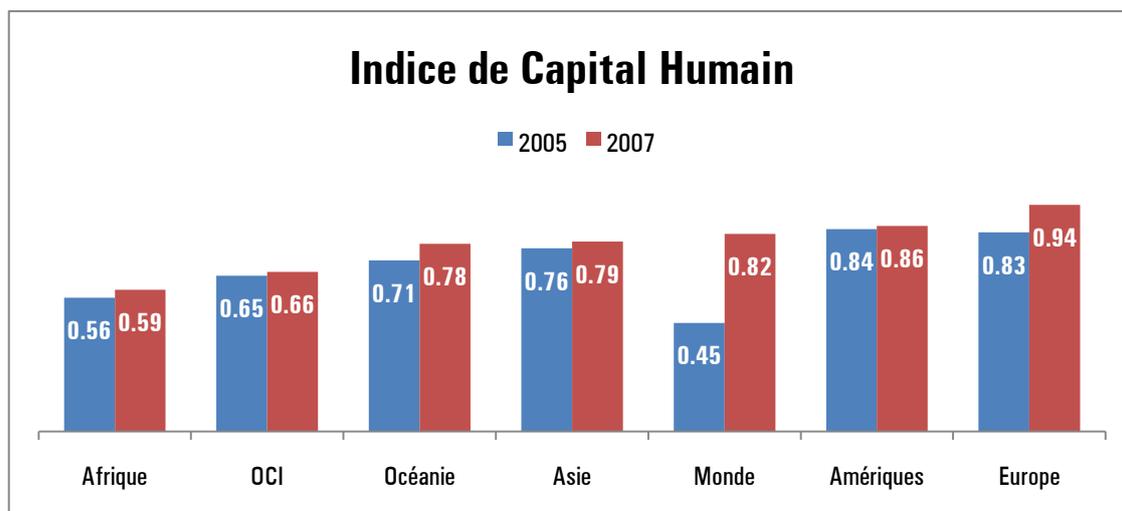
Le Schéma 8 montre les 10 Pays Membres principaux de l'OCI classifiés par l'Indice d'Infrastructure de Télécommunication avec les Émirats Arabes Unis en premier position d'Indice dans la totalité de l'OCI. Cependant, quand l'Indice d'Infrastructure de Télécommunication global est pris en compte, le pays avec la première position d'Indice d'Infrastructure de Télécommunication de l'OCI, Émirats Arabes Unis, est approximativement par 0.43 point après les Pays Bas, le pays avec la première position global d'Indice d'Infrastructure de Télécommunication. La performance d'Indice d'Infrastructure de Télécommunication au niveau régional prouve qu'avec 6 pays dans la liste des 10 premiers pays, le MENA est la région principale dans l'Indice d'Infrastructure de Télécommunication. La Malaisie, le Brunei, la Turquie et les Maldives qui sont les autres Pays Membres de l'OCI qui ont eu lieu dans la liste de 10 premiers pays d'Indice d'Infrastructure de Télécommunication sont des régions d'EAP (les deux premiers), EAC et AS, respectivement. Aucun des Pays Membres de l'OCI dans les régions d'ALC et d'ASS n'a pris une position dans la liste de 10 premiers pays d'Indice d'Infrastructure de Télécommunication. Excepté les Maldives, les autres Pays Membres de l'OCI dans la liste de 10 premiers pays d'Indice d'Infrastructure de Télécommunication n'ont pas pu améliorer leurs positions de l'année 2005. La Turquie et l'Arabie Saoudite ont maintenu leurs mêmes positions en 2007. Les Maldives est le seul pays dans les 10 premiers pays pour déplacer vers le haut 28 positions de son classement en 2005. En 2007, les moyennes de l'OCI dans l'index global d'infrastructure de télécommunications d'e-gouvernement sont ci-dessous que celle de la moyenne du monde par 0.11 point. D'une part, au cours de la même année, quand les moyennes des Pays Bas, la meilleure performance du meilleur pays dans l'index d'infrastructure de télécommunications d'e-gouvernement, et les Émirats Arabes Unis sont assortis, il devient approximativement 0.43 point.

Schéma 8 : Les 10 Premiers Pays Membres de l'OCI, par des Classements d'IIT, 2005 contre 2007



Le Schéma 9 montre que le nombre de Pays Membres de l'OCI en termes de leur classement d'Indice d'Infrastructure de Télécommunication change dans la période 2005-2007. 26 sur 56 Pays Membres de l'OCI avec des données disponibles ont déplacé leurs positions vers le haut du 2005 à 2007. Les autres 26 Pays Membres ont montré une performance faible, tandis que 4 des Pays Membres n'ont montré aucun changement luxuriant. Toutes les régions, excepté l'ASS et SA, ont eu plus de Pays Membres de l'OCI avec des positions abaissant que celles avec des positions se relevant dans le classement de la liste 2007. Tous les Pays Membres de l'OCI en AS et 13 sur 21 des Pays Membres de l'OCI en ASS ont augmenté leurs 2005 classements en année 2007. Tous les Pays Membres de l'OCI dans l'ALC et l'EAP, 10 sur 18 des Pays Membres de l'OCI dans le MENA et 4 sur 8 des Pays Membres de l'OCI à l'EAC ont faiblement performé en 2007 une fois comparés à leurs classements de l'année 2005. Le succès des Pays Membres de l'OCI en ASS est la plupart du temps basé sur le nombre croissant de PCs par 100 personnes et la grande augmentation de la pénétration de téléphone mobile.

Schéma 1: Le Nombre de Bons/Pauvres Interprètes d'Indice d'Infrastructure de Télécommunication de l'OCI, Par le Changement du Classement de 2005-2007



INDICE DE CAPITAL HUMAIN

L'Indice de Capital Humain est un composé du taux d'alphabétisation adulte et du rapport brut primaire, secondaire et tertiaire combiné d'inscription, avec deux-tiers de poids donné au taux d'alphabétisation et à un tiers adultes au ratio brut d'inscription⁷. L'Indice de Capital Humain montre également dans quelle mesure les citoyens des Pays Membres de l'OCI sont prêts pour l'e-transformation puisqu'on le mesure également par combien les Pays Membres de l'OCI ont investi dans l'éducation de leurs citoyens pour embrasser le processus de transformation d'E-Gouvernement dans l'âge numérique rapide.

Suivant les indications du schéma 10, la moyenne de l'Index de Capital Humain de l'OCI a augmenté de 2005. En dépit de l'amélioration assez mineure des points, le groupe de l'OCI dans son ensemble était derrière la moyenne du monde. À la différence des moyennes d'Indice de Capital Humain de l'OCI et de l'Afrique, les moyennes de l'Europe, des Amériques, de l'Océanie et de l'Asie ont surpassé la moyenne du monde.

Le Schéma 11 montre les 10 Pays Membres principaux de l'OCI classifiés par l'Indice de Capital Humain avec Kazakhstan menant l'Index. Avec 7 pays dans la liste des 10 premiers pays, l'EAC est la région principale dans l'Index de Capital Humain. La Guyane, le Brunei et la Libye sont les autres Pays Membres de l'OCI des régions de l'ALC, de l'EAP et du MENA, ayant lieu respectivement dans la liste de 10 premiers pays d'Index de Capital Humain. Aucun des Pays Membres dans les régions de l'AS et de l'ASS n'a pris une position dans la liste de 10 premiers pays d'Index de Capital Humain. À l'exception du Kazakhstan et de la Guyane - le seul pays de la région d'ALC pour entrer la liste des 10 pays principaux - les autres Pays Membres de l'OCI dans le classement de la liste des 10 premiers pays ne pourraient pas améliorer leurs positions au cours de l'année 2005. En 2007, la moyenne de l'OCI dans l'Index Global du Capital Humain d'e-gouvernement est ci-dessous de celle de la moyenne Mondiale par 0.12 point. D'une part, au cours de la même année, l'Australie, le Danemark, la Finlande et la Nouvelle Zélande semblent avoir les plus hauts niveaux dans l'index Global de Capital Humain d'e-gouvernement avec 0.9933 chacun. Quand les points de ces pays sont assortis avec ceux de Kazakhstan, la différence dans leurs points est seulement environ 2 points.

⁷ *ibid*, p. 17.

Schéma 10 : Indice de Capital Humain, par le Groupement Régional, 2005 contre 2007

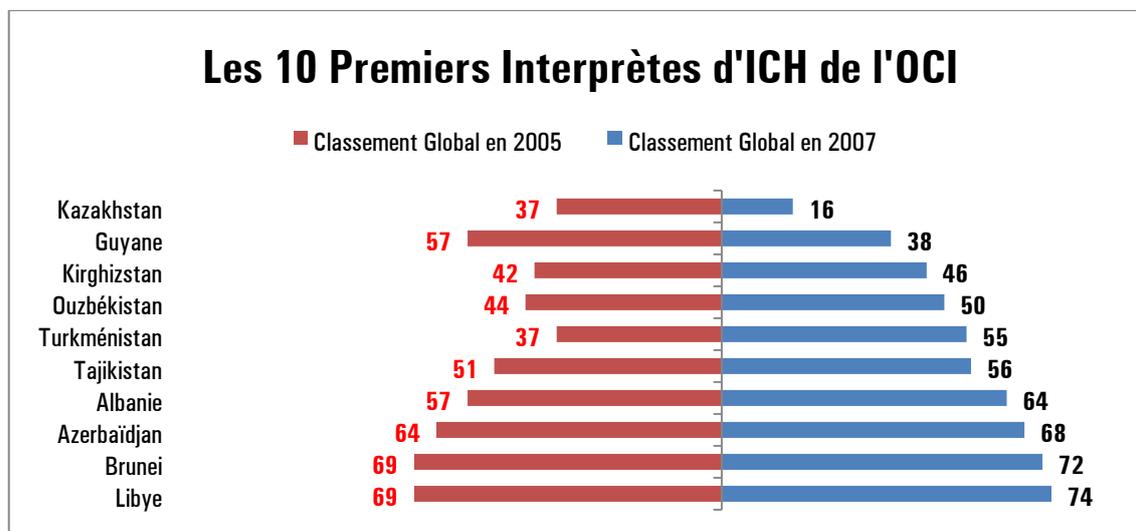


Schéma 11 : Les 10 Premiers Pays Membres de l'OCI, par Classements d'ICH, 2005 contre 2007

Le Schéma 12 indique le nombre de Pays Membres de l'OCI, en termes de leurs changements de classement d'Indice de Capital Humain de la période 2005-2007 exhibée sur le Schéma 12. 13 sur 55 Pays Membres de l'OCI pour lesquels les données sont disponibles, ont montré un progrès dans leurs positions de 2005 à 2007. Les autres 41 Pays Membres de l'OCI n'ont pas réussi à améliorer leur performance, tandis qu' 1 pays membre n'a montré aucun changement de classement. La majorité des Pays Membres dans toutes les régions, excepté l'ALC, a exécuté faiblement dans le classement de la liste 2007. 1 sur 2 Pays Membres de l'OCI dans l'ALC a augmenté son classement de l'année-2005 au cours de l'année 2007. 3 sur 4 Pays Membres de l'OCI dans l'AS, 18 sur 20 Pays Membres en ASS, 10 sur 18 Pays Membres de l'OCI dans le MENA, 7 sur 8 Pays Membres de l'OCI à l'PEAC et 2 sur 3 Pays Membres de l'OCI dans l'EAP ont performé d'une manière faible lors de l'année 2007 une fois comparé à leurs classements de l'année-2005.

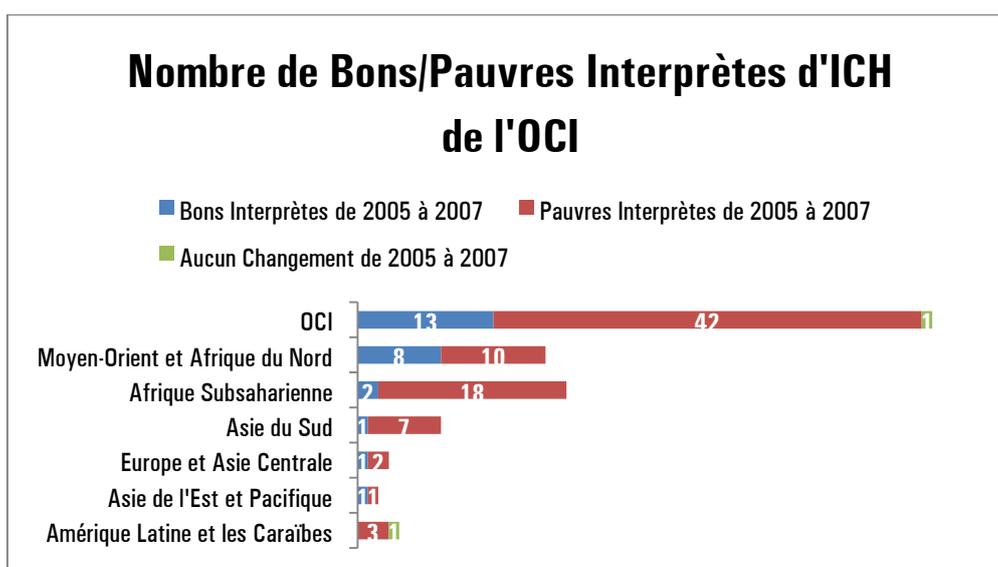


Schéma 12 : Le Nombre de Bons/Pauvres Interprètes d'Indice de Capital Humain de l'OCI, Par le Changement du Classement de 2005-2007

Bien qu'il y ait amélioration notable en moyenne dans l'Index de Promptitude d'E-gouvernement des Pays Membres de l'OCI dans la période 2005-2007, là reste à faire beaucoup au niveau national pour réaliser de plus hauts points d'Indice pour atteindre un niveau au-dessus des moyennes de l'OCI et du monde. Pour assurer la durabilité des programmes d'E-Gouvernement dans les Pays Membres de l'OCI, les gouvernements doivent développer les politiques qui investissent premièrement dans le capital humain, parce que l'automatisation seule des processus de gouvernement ne peut pas être un remède automatique pour des problèmes et la productivité accumulés de service. L'investissement dans le capital humain également augmentera la capacité d'agences publiques et permettra aux administrations publiques de fournir des services d'E-Gouvernement aux citoyens d'une manière plus efficace et plus intemporelle.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les origines d'E-Gouvernement proviennent de l'utilisation de l'Internet comme plate-forme pour une nouvelle structuration d'organisation et comme milieu pour la diffusion de services publics. À cet égard, la révolution technologique rapide retire l'attention des décideurs pour améliorer la de secteur public. L'E-Promptitude joue non seulement un rôle critique dans les vies des citoyens, des milieux d'affaires, des employés de l'État et des organisations gouvernementales pendant qu'elle crée l'interaction parmi eux mais les aide également à tirer bénéfice des services gouvernementaux d'une manière transparente, efficace et intemporelle. Les initiatives prises sur l'e-Promptitude seront instrumentales en préparant des sociétés à s'adapter aux changements de cet âge numérique rapidement en mouvement. Afin de tirer bénéfice du progrès de la technologie sur une plus large échelle, les gouvernements doivent investir dans le capital humain, la mise en application des programmes d'E-Gouvernement qui sont orientés vers favoriser l'utilisation des TIC, augmenter l'infrastructure des TIC et créer le cadre de normalisation nécessaire pour utiliser les réseaux de prochaine génération. Ceci favorisera l'utilisation de l'Internet et aidera à établir les bases pour les sociétés de l'information qui participeront plus activement à l'économie locale et globale en pleine évolution. Les pays qui manquent d'une infrastructure appropriée pour favoriser l'utilisation des TIC, qui ont un cadre légal et de normalisation faible pour faire le travail des TIC pour un segment plus large de la société, et qui manquent le capital humain nécessaire sont susceptibles de relever des défis dans l'économie numérique en évolution et auront ainsi la grande difficulté en réalisant la transformation à l'e-gouvernement. Par conséquent, il est nécessaire de relever les défis dans les services d'E-Gouvernement qui mèneront à créer une économie transparente dans laquelle le gouvernement fournit des e-services aux citoyens sur un portique simple et leur permettent d'accomplir leurs transactions en ligne avec satisfaction.

Les Pays Membres de l'OCI comme groupe augmentaient leur IPE légèrement de 0.31 en 2005 à 0.34 de 2007. Bien que la moyenne d'Index de Promptitude d'E-gouvernement de l'OCI soit encore moins que la moyenne du monde, c'est un fait indéniable que la transformation d'E-Gouvernement exige la structure économique saine et de développement durable à laquelle la plupart des Pays Membres de l'OCI ont la difficulté à atteindre. Les trois composants de l'Index de Promptitude d'E-gouvernement ; c.-à-d. IMW, IIT et ICH ont montré une légère augmentation dans le cas de l'OCI en tant que groupe de la période 2005-2007.

Les Pays Membres de l'OCI dans les régions de MENA, de l'EAC et de l'EAP ont pris les 10 positions principales dans les évaluations faites pour l'OCI comme région. En dépit de ce fait ; pour tous les sous-indices de l'Index de Promptitude d'E-gouvernement, le nombre de Pays Membres de l'OCI qui n'ont pas amélioré leurs classements dans la période 2005-2007 sont plus que le nombre de Pays Membres de l'OCI réussis à améliorer leurs classements dans la même période. La raison principale de ceci est la nature toujours changeante de la technologie qui exige la capacité financière d'acquérir les dernières innovations et les ressources humaines de calibre élevé pour faire la meilleure utilisation des deux facteurs dans la transformation d'E-Gouvernement. Il devrait se rappeler qu'un portail d'E-Gouvernement qui a semblé unique en 2005 pourrait devenir un portail ordinaire et moyen en 2007 à moins que les tendances les plus

récentes dans la transaction basée sur des applications bloquées et interfaces portiques citoyennales soient adoptées.

Il est remarquable de mentionner que bien que les Pays Membres de l'OCI dans la région de MENA occupent principalement les 10 listes de classements principaux de l'OCI dans l'Indice de Mesure de Web et l'Indice d'Infrastructure de Télécommunication, la liste de classement des 10 premiers pays d'ICU de l'OCI se compose principalement des pays de l'EAC. Comme Pays Membres de l'OCI possèdent le capital humain fort dans l'Asie Centrale, ils sont susceptibles de maintenir une croissance soutenable des services d'E-Gouvernement si les programmes d'E-Gouvernement surmontent avec succès les défis dans les autres Indices. Généralement l'Indice de Capital Humain semble être un défi formidable pour la plupart des Pays Membres de l'OCI. Ainsi, ces Pays Membres de l'OCI qui ont réalisé les points relativement hauts dans l'Indice de Capital Humain semblent être à une position très avantageuse par rapport aux autres. En fait, quand le niveau de la population de l'éducation et des qualifications augmente, la population est pour accéder et utiliser aux outils modernes des TIC aux taux croissants pour faciliter leurs activités de jour en jour. En particulier, les Pays Membres de l'OCI en ASS traînent dans l'Indice de Capital Humain par rapport à d'autres régions et dans le cas d'Indice de Mesure de Web ils montrent la performance relativement faible comparée aux autres régions, ainsi quand une telle facilitation est réalisée au niveau de l'OCI, ceci apportera également de plus grands avantages économiques à ces pays et l'efficacité de secteur public pour augmentation aussi bien que renforcer des perspectives d'E-Gouvernement dans ces pays. Les points de façon saisissante bas dans l'Internet et les Indices à bande large des Pays Membres de l'OCI dans la région de l'ASS précisent à l'infrastructure de télécommunications insatisfaisante qui est une barrière pour maintenir et favoriser des services d'E-Gouvernement.

Bien que seulement 2 Pays Membres de l'OCI dans la région de l'ASS aient amélioré leurs positions de classement dans l'Indice de Capital Humain en 2007 comparés à 2005, les points des Pays Membres de l'OCI dans la région de l'ASS sont restés dans la gamme entre 0.25 et 0.81 qui précisent que le travail intensif vers augmenter des perspectives dans l'éducation ont été continu pendant quelque temps dans ces pays mais plus récemment ils avaient montré la dégradation des performances. D'une part, une situation renversée se tient pour les mêmes pays dans l'Indice d'Infrastructure de Télécommunication comme leurs points dans cet indice semblent être très bas malgré le fait que la moitié des Pays Membres qui ont amélioré leurs classements dans la période 2005-2007 sont de la région de l'ASS. Somme toute, les Pays Membres de l'OCI dans la région de l'ASS ont des performances comparativement faibles dans le capital humain pourtant ils ne seront pas sévèrement handicapés par ces résultats s'ils prennent à mesures proportionnées pour employer leur capital humain pour réaliser des résultats désirés dans des services d'E-Gouvernement. Ceci peut faire si ces pays renversent la performance en baisse dans l'Indice de Capital Humain. En fait, la croissance de la demande des lignes téléphoniques cellulaires et principales dans la région de l'ASS augmentera de plus en plus avec l'étendre dans l'utilisation de l'Internet. En outre, les services à bande large feront les perspectives dans la transformation d'E-Gouvernement bien mieux pour eux car les raccordements à grande vitesse fourniront des services plus efficaces à l'E-Gouvernement en augmentant la facilité de l'accès aux applications d'E-Gouvernement. En conséquence, les Pays Membres de l'OCI peuvent réaliser de plus hauts points dans l'Index de Promptitude d'E-gouvernement en agissant dans la prestation des services publics essentiels; faisant les administrations publiques davantage adaptées aux besoins de leurs citoyens ; amélioration la transparence et la responsabilité; et la stimulation de l'accès du citoyen à l'information publique et officielle par l'accès d'Internet qui exige employant les outils des TIC modernes sur une plus large échelle. Étant donné cet état de question, les recommandations suivantes sont suggérées pour rendre des initiatives d'E-Gouvernement réussies au niveau de l'OCI:

- 1) Le capital humain émerge comme secteur prioritaire pour le développement dans la plupart des Pays Membres de l'OCI afin de préparer leurs nations pour la transformation d'E-Gouvernement. Par conséquent, un cadre légal et de normalisation devrait exister pour s'assurer que l'accomplissement d'éducation dans les écoles incluent des

enseignements sur l'utilisation des TIC pour s'assurer que les générations futures sont versées avec les avancements technologiques.

- 2) Les Pays Membres de l'OCI devraient améliorer leurs efforts pour augmenter des taux de pénétration d'ordinateur pour établir le lien dans le clivage numérique. Pour les Pays Membres sans approvisionnement régulier en électricité requis pour actionner ces systèmes informatiques, des sources d'énergie alternatives devraient être prises en compte. En outre, des prestataires de service d'Internet devraient être soutenus avec des subventions de sorte qu'ils puissent investir dans l'infrastructure des TIC pour offrir la connexion internet à grande vitesse aux prix concurrentiels. Ceci aidera à établir le lien dans le clivage numérique.
- 3) Les Pays Membres de l'OCI n'ayant pas les moyens le logiciel et les demandes basés de propriété industrielle de transformation d'e-gouvernement peuvent externaliser des services d'e-gouvernement et les employer comme outil dans la transformation d'e-gouvernement.
- 4) Pour la promotion de l'utilisation des portails d'e-gouvernement, les citoyens devraient avoir des pages facile-à-naviguer.
- 5) La sécurité devrait être donnée sous formes de technologies accessibles d'authentification des signatures électroniques et/ou mobiles pour effectuer la transaction en ligne en portails d'e-gouvernement plus fiable pour les citoyens.
- 6) Les emplacements d'e-gouvernement devraient fournir des incitations pour que les utilisateurs accomplissent leurs transactions en ligne.
- 7) Les États Membres de l'OCI doivent appliquer des mesures de performance pour s'assurer que les programmes d'e-gouvernement sont mis en application effectivement et surmontent les défis à l'e-gouvernement en établissant des dialogues parmi les dépositaires aux niveaux nationaux, régionaux et de l'OCI.